

L'Observateur

N°564 - Du 30 avril au 06 mai 2021

du Maroc et d'Afrique

Brahim

Ben Batouche

LE FUGITIF



MEDRADIO fait peau neuve rien que pour vous



Depuis sa création et après 10 ans de bons et loyaux services, la radio qui vous aide continue de tenir sa promesse. Aujourd'hui, un vent de fraîcheur souffle sur MedRadio.

En réaffirmant sa vision et sa philosophie, la station se remet au goût du jour tout en incarnant les mêmes valeurs pour être toujours plus proche de vous.

 MEDRADIO.OFFICIEL

 medradio.officiel

 MedRadioOfficiel



MEDRADIO
La radio qui m'aide !

C'est sous **la fausse identité** d'un algérien répondant au nom de **Mohamed Ben Batouche** que le chef des séparatistes du Polisario, **Brahim Ghali**, est entré dernièrement en Espagne où il est soigné dans un hôpital de Logrones, près de Saragosse.

Perpétrée par des passeurs **présidentiels algériens**, cette opération clandestine a-t-elle été menée avec la complicité **des autorités espagnoles ?**

La question est posée alors que, d'une part, **les appels se multiplient** pour la comparution de celui qu'on surnomme désormais le fugitif **Brahim Ben Batouche** devant la justice en Espagne où **de nombreuses plaintes** sont déposées contre lui pour viol, torture et d'autres crimes. De l'autre, **des parlementaires et des militants associatifs espagnols dénoncent le «scandale d'État»** provoqué par Ben Batouche et **réclament des explications** à leur gouvernement.

Retour dans ce dossier sur ces péripéties qui font **de houleuses vagues.**



JUSTICE ESPAGNOLE

Curva peligrosa*!

Mohamed Ben Batouche est devenu une personnalité célèbre sans rien faire et sans même bouger de sa bourgade à Batna en Algérie. C'est juste son passeport qui a pris l'avion pour se rendre en Espagne. *Hakim Arif*



◀ Siègne de l'Audience nationale, la plus haute juridiction en Espagne.

Le génie du pouvoir algérien a pensé qu'il allait tromper les Espagnols en introduisant le chef des séparatistes du Polisario chez eux en catimini pour se faire soigner. Il aurait, dit-on, attrapé la Covid alors qu'il souffrait déjà d'un cancer. Évidemment, l'hospitaliser en Algérie n'était pas envisageable, vu l'état du « meilleur système de santé d'Afrique » qui pousse le président du pays à aller se faire soigner en Allemagne. Mais cela n'est pas le problème qui nous intéresse ici.

Cette affaire de Brahim Ghali-Ben Batouche est un vrai boulet pour les autorités espagnoles. Brahim Ghali est demandé par la Justice ibérique pour des crimes très graves, dont génocide, viols, torture, maltraitance... la liste est longue. Des plaintes sont déposées contre lui en Espagne et il ne pouvait mettre les pieds dans ce pays sans

Les cas des victimes du criminel (préssumé) ne relèvent-ils pas de l'humanitaire ?

se faire arrêter. D'ailleurs, il avait annulé un voyage en 2016 à cause de cela.

Aujourd'hui, il y est. Bien qu'arrivé sous une fausse identité, il a été découvert et les autorités espagnoles le savent. Peut-être dès son entrée, peut-être même avant, dans une sorte d'accord avec les autorités algériennes. Dès le moment où la vraie identité du chef du Polisario a été découverte, c'est devenu une affaire du Royaume d'Espagne où, assure-t-on, la justice est indépendante.

Effectivement, les poursuites judiciaires contre le Roi Juan Carlos le laissent penser. C'est Juan Carlos a qui l'Espagne doit sa transformation et son développement après les décennies de la dictature militaire, tout de même ! Et bien malgré tout, la Justice a fait son travail. Pourquoi alors ne le ferait-elle pas concernant le cas d'un criminel de guerre (oui d'accord, présumé) et violeur poursuivi par plusieurs personnes et organisation ? C'est qu'il doit y avoir quelque chose de très important.

Quel est l'enjeu de cette affaire qui a poussé le gouvernement espagnol à humilier sa propre justice et à réduire les juges à des fonctionnaires du gouvernement ? C'est un virage très serré et jamais aucun gouvernement n'avait pu s'y risquer auparavant. On peut certes écouter la ministre des Affaires étrangères qui affirme que l'admission de Ghali/Ben Batouche répondait à des considérations humanitaires. D'accord, mais au fait, les cas des victimes de ce criminel (préssumé) ne relèvent-elles pas de l'humanitaire ? Et puis, la Justice n'a pas à tenir compte de ces considérations. Elle étudie les cas qu'on lui soumet et tranche.

C'est pour cela qu'on peut penser que le piège tendu par le régime algérien a bien fonctionné. On avait une autre idée de l'Espagne, mais se faire avoir par une junta militaire qui ne réussit même plus à piéger ses propres citoyens, il faut avouer que c'est phénoménal. Chaud devant, Curva peligrosa ! *

SATISFAIT
OU
REMBOURSÉ

OFFRE FIBRE + GÉNÉROSITÉ



La fibre
inwi
20 Méga ~~12 Méga~~

à 249 dh/mois
diiiiima



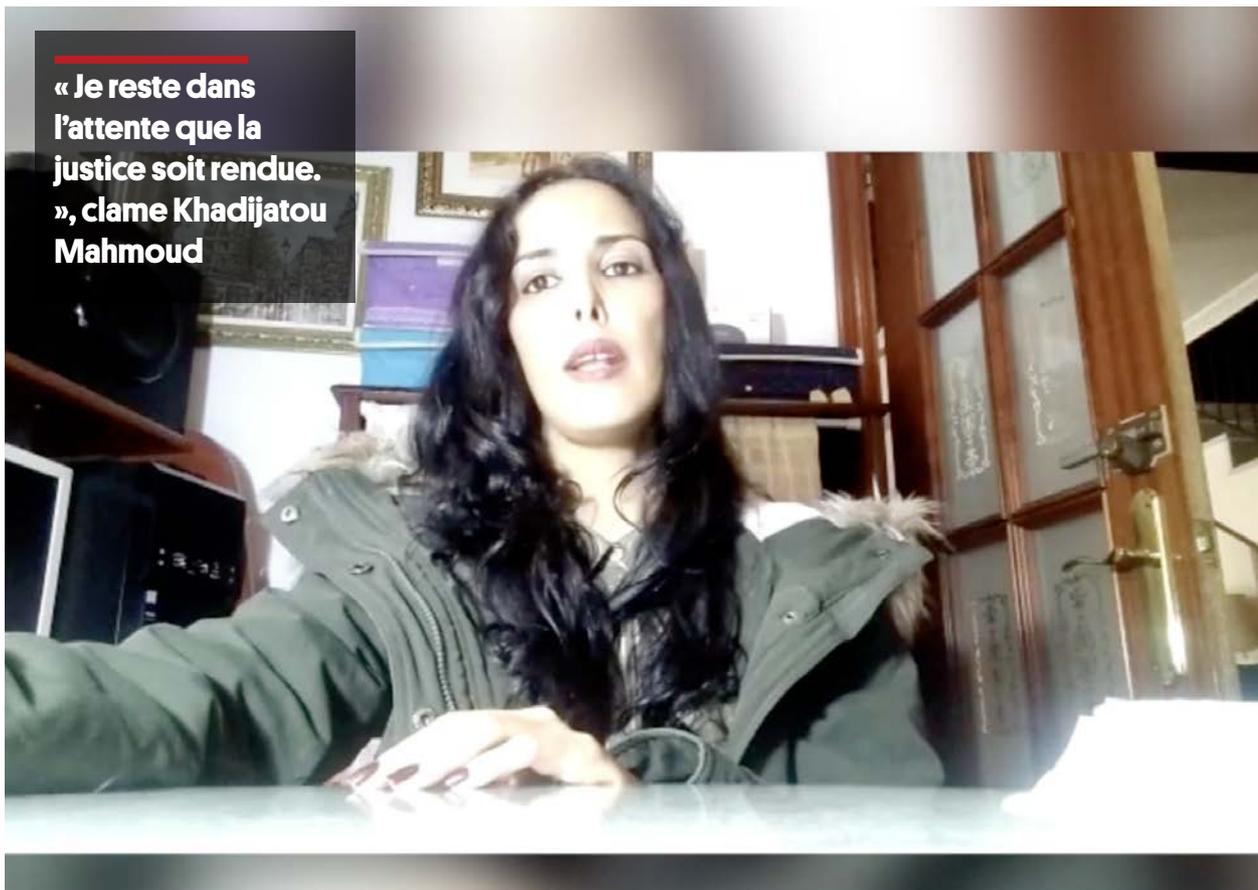
Ne cherchez plus !
L'wifi f'dar c'est inwi !

inwi
معاكم كل يوم

Offre valable pour les clients particuliers éligibles
Satisfait ou remboursé pendant 8 jours à partir de la date d'activation du service

Brahim Ben Batouche **violeur**

La jeune Khadijatou Mahmoud, qui a déjà déposé plainte en Espagne contre le chef du Polisario pour viol, demande à la justice de ce pays d'interpeller Brahim Ghali puisqu'il se trouve sur le sol espagnol.



Dans une vidéo qu'elle a largement diffusée le 26 avril 2021, la jeune Khadijatou Mahmoud interpelle la justice espagnole en ces termes :

« Je suis Khadijatou Mahmoud. Je suis une autre victime du Polisario. Je suis arrivée en Espagne en 1997 et en 2005 je suis partie aux camps de Tindouf pour rendre visite à

la famille et ensuite j'y suis restée jusqu'à 2010. Durant cette période, j'ai travaillé en tant que traductrice à Rabouni, au protocole, et avec plusieurs ONG avec pour mission de traduire. Je suis victime, parmi d'autres, du Polisario, j'ai été violée. Je suis arrivée en Espagne et j'ai porté plainte. J'ai appris il y a quelques jours, à travers les médias, que Brahim Ghali, l'homme qui m'a

violée se trouve ici (en Espagne). Je suis très reconnaissante à ce pays qui m'a donnée l'opportunité de porter plainte, a reconnu mes droits, mais je serais encore plus reconnaissante s'il est arrêté. Je reste dans l'attente que la justice soit rendue. Je ne comprends pas comment ils l'ont laissé rentrer. Mais en tant que victime je souhaite qu'il soit arrêté et emprisonné. » *

Brahim Ben Batouch **tortionnaire**



▲ Pedro Ignacio Altamirano, politologue espagnol

La justice espagnole doit montrer son indépendance et ouvrir une enquête sur les nombreux crimes génocidaires commis par le chef du Polisario Brahim Ghali, comme le réclament les organisations et les associations sahraouies des victimes des violations des droits de l'homme à Tindouf.

A travers une vidéo mise en ligne le 26 avril, le , interpelle la justice et le parlement espagnols, en sa qualité de porte-parole du Groupe international de soutien à la Réunification et à la paix des Sahraouis, pour que deux enquêtes soient ouvertes à l'encontre du chef de Polisario, Brahim Ghali. La première, judiciaire, pour que ce

Une scandaleuse affaire d'État qui pourrait avoir de graves répercussions...

dernier réponde de les nombreux crimes qu'il a commis dans les camps de séquestration à Tindouf.

La deuxième, parlementaire, pour que soient dévoilés les tenants et aboutissants de l'entrée de Brahim Ghali en Espagne sous un faux nom, avec la bénédiction des autorités espagnols.

Les voix s'élevant contre l'attitude des autorités espagnoles deviennent de plus en plus nombreuses et crient de plus en plus fort pour que la vérité éclate au grand jour *



◀ Une vue du sit-in tenu en Andalousie pour dénoncer la présence de Brahim Ghali sur le sol espagnol et pour appeler à son arrestation

Ben Batouche l'indésirable

Des représentants d'associations marocaines de la région andalouse ont appelé, lundi 26 avril, la justice espagnole à procéder à l'arrestation du « criminel Brahim Ghali ».

Lors d'un sit-in tenu devant le siège de la délégation du gouvernement en Andalousie, les manifestants soutenus par des Espagnols, ont exprimé leur désapprobation de la décision de l'Espagne d'héberger, dans des conditions illégales le dénommé Brahim Ghali, recherché et poursuivi par la justice européenne pour des crimes contre l'humanité et des actes terroristes. Brandissant des banderoles exhortant le pouvoir judiciaire espagnol à réactiver le mandat d'arrêt émis à l'encontre du dénommé Brahim Ghali en 2016, les représentants associatifs ont été unanimes à déplorer l'attitude condamnable du gouvernement espagnol qui va à l'encontre de l'esprit des relations de coopération, de partenariat et de voisinage entre les deux pays. «L'attitude de l'Espagne est incom-

Les représentants associatifs ont été unanimes à déplorer l'attitude du gouvernement espagnol qui va à l'encontre de l'esprit du voisinage entre l'Espagne et le Maroc.

préhensible et ne sert pas les relations entre les deux pays. Elle est d'autant plus condamnable qu'elle a été présentée par l'exécutif espagnol sous un prétexte humanitaire pour faire échapper le mis en cause de la justice », regrette dans une

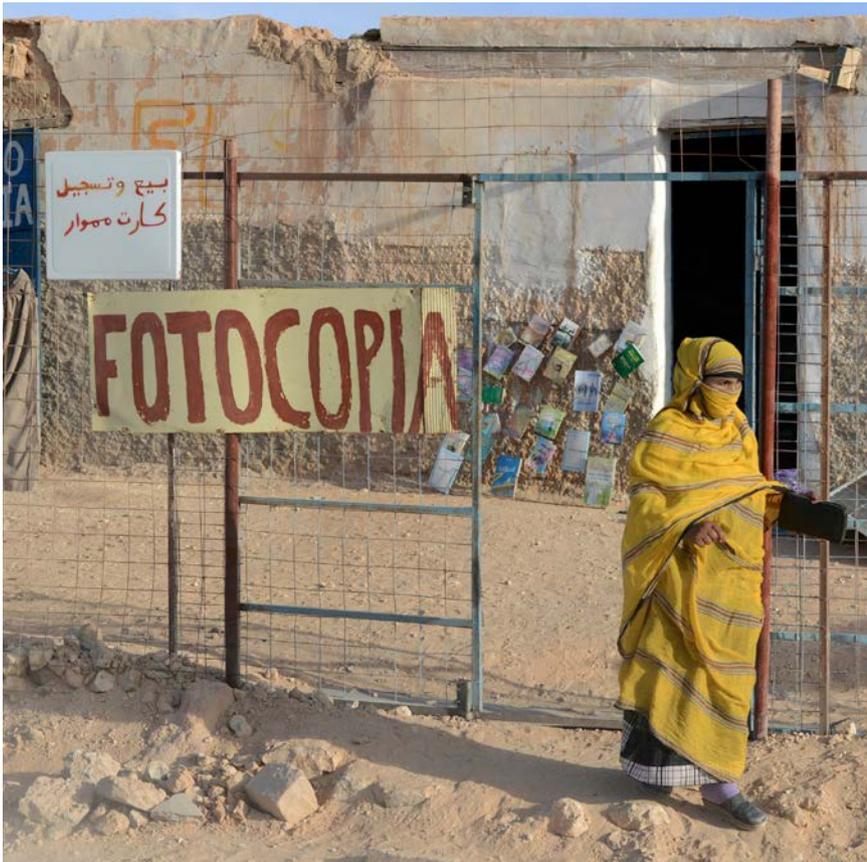
déclaration à la MAP, Nadia Saffeddine, l'une des participantes à cette manifestation.

« Nous exigeons des explications de la part du gouvernement espagnol car cette démarche suscite plusieurs interrogations au moment où l'on ne cesse d'encenser les bonnes relations entre les deux partenaires stratégiques », poursuit-elle. Et d'ajouter : «ce criminel doit répondre de ses actes devant la justice et il doit être interdit de quitter le territoire espagnol tant que la justice espagnole n'a pas dit son dernier mot concernant son application dans des crimes de guerre contre des citoyens espagnols et marocains».

Prenant part à cette manifestation, Francisco Antonio Gonzalez, entrepreneur espagnol a lancé, lui aussi, un appel à la justice espagnole afin qu'elle réagisse et remplisse sa mission *

Brahim Ben Batouche **trafiquant**

Il y a déjà près d'un an, le Forum de soutien aux autonomistes de Tindouf (Forsatin) avait mis à nu le chef du Polisario. Les preuves fournies suffisent pour envoyer Brahim Ben Batouche non seulement devant l'Audience nationale espagnole, mais même devant le Tribunal pénal international.



◀ Pendant que les séquestrés de Tindouf survivent dans la misère, le chef des séparatistes et ses miliciens roulent sur l'or

Ce n'est pas tout, Forsatin retient contre **Brahim Ghali** ces autres preuves

■ La fortune de Brahim Ghali est tellement indécente qu'il ne s'est même pas soucié pour plus de 13 millions de dinars algériens lui ayant été dérobés par son neveu.

■ Brahim Ghali et son frère Ali Ould Sayed Al Mustapha détournent d'énormes quantités de carburant qu'il revendent en toute impunité dans le nord de la Mauritanie.

■ Vivant en nabab, le chef du polisarario s'est remarié 23 fois et entretient un vaste harem.

■ Ses enfants vivent dans les avions et poursuivent des formations dans de prestigieuses écoles internationales, au moment où la jeunesse sahraouie se morfond dans le dénuement et la marginalisation.

■ Brahim Ghali utilise une armées de jeunes sahraouies pour piéger ses opposants dans des scandales sexuels.

■ Brahim Ghali a construit le premier logement en dur à Tindouf et à Mheriz.

■ Son épouse est souvent au volant de véhicules flambants neufs et son fils n'hésite pas à réquisitionner des véhicules militaires.

■ Brahim Ghali militarise les enfants sahraouis et exempte ses proches *

En ces temps encore plus difficile de pandémie, trouver quoi manger dans les camps de Tindouf devient une gageure. Les quelques bruits qui parviennent à s'échapper de ces prisons à ciel ouverts parlent d'une véritable catastrophe humanitaire passée sous silence. Pour ne pas mourir de faim, les séquestrés dans ces camps de la honte comptent uniquement sur quelques dons internationaux, devenus encore plus rares après la fermeture des frontières au niveau mondial. Pire, le peu

de ce qu'il en reste est détourné et vendu, au prix fort, par Brahim Ghali et ses mercenaires faussement galonnés. Dans sa dernière alerte, le Forum de soutien aux autonomistes de Tindouf (Forsatin) confirme que même en ces temps de pandémie, Ghali et son entourage détournent encore les aides, notamment espagnoles, menaçant ainsi de famine l'écrasante majorité des séquestrés. Grâce à ces vols, le chef du polisarario continue de s'engraisser. Il a cumulé, selon la même source, une fortune colossale.

Brahim Ben Batouche dictateur

Le Mouvement Sahraoui pour la Paix (MSP) a vu le jour, il y a un an pour dénoncer les crimes du Polisario et de son chef autoproclamé. Plaidant en faveur de la paix, aujourd'hui encore, son fondateur, Hach Ahmed Bericalla revient à la charge.



◀ Hach
Ahmed
Bericalla,
fondateur
du MSP

En prenant ses distances du Polisario dont il était le représentant en Amérique Latine et en Espagne, Hach Ahmed Bericalla a créé le MSP pour dévoiler le totalitarisme de Brahim Ghali et de son clan. Lui aussi a révélé comment ces miliciens s'enrichissent en détournant les aides humanitaires internationales destinées aux séquestrés de Tindouf, tout en versant dans des trafics de tous genre et dans le terrorisme. A la veille du 22 avril, date anniversaire du nouveau Mouvement, Hach Ahmed Bericalla a de nouveau montré «le caractère terroriste du front Polisario et la répression systématique exercée contre

«Les sahraouis des camps vivent au rythme des violations quotidiennes des droits de l'homme», regrette Hach Ahmed Bericalla.

les opposants politiques à l'intérieur des camps de Tindouf, en Algérie». Et d'ajouter : «parmi ces violations, l'interdiction de toute forme de libre expression ou de liberté de déplacement sont les plus évidentes».

En rappelant que le Polisario et son chef ne représente personne à Tindouf, Bericalla propose le MSP comme Mouvement représentatif des séquestrés des camps de la honte. Son Mouvement aspire à contribuer à la recherche d'une solution pacifique au conflit du Sahara en prônant le dialogue. En même temps, il interpelle la communauté internationale pour qu'elle assume ses responsabilités en faisant triompher la paix ✪

La Chambre des conseillers interpelle la Justice espagnole sur le cas **Brahim Ghali**



Les membres de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des Marocains résidant à l'étranger à la Chambre des conseillers ont appelé hier, mardi, les autorités judiciaires espagnoles à interagir positivement avec les plaintes déposées par de nombreuses victimes contre le chef des séparatistes du "polisario", le dénommé Brahim Ghali et d'engager la procédure d'arrestation à son encontre.

Dans un communiqué, au terme d'une réunion d'urgence consacrée aux développements de la question nationale, la commission a, au nom de l'ensemble de ses membres, déploré, tout en exprimant son étonnement profond, l'attitude de l'Espagne qui accueille sur son territoire le chef des milices séparatistes du "polisario", poursuivi pour des crimes de guerre et des atteintes graves aux droits de l'Homme. Les membres de la commission ont, à cet égard, réitéré leur soutien indéfectible à la position ferme de la diplomatie marocaine face à ce dangereux développement, saluant sa démarche caractérisée par la constance et la clarté, en tant que choix stratégiques adoptés par le Royaume, sous la direction avisée du Roi Mohammed VI. De même, la commission a affirmé son engagement ferme envers la juste cause de l'intégrité territoriale et les efforts de plaidoyer et de défense déployés par le Royaume dans les différents forums internationaux, à travers notamment la diplomatie parlementaire, mettant en

exergue les développements positifs de la cause nationale à l'échelle internationale, particulièrement au niveau du Conseil de sécurité. La commission n'a pas manqué, dans le même sens, de souligner les développements sur le terrain, notamment la mise en œuvre du nouveau modèle de développement et l'ouverture des consulats de plusieurs pays dans les provinces du Sud du Royaume, ce qui démontre que la communauté internationale et confiante quant à la justesse et la légitimité de la cause nationale et de l'initiative d'autonomie en tant que solution sérieuse et crédible. Enfin, les membres de la commission ont salué les Marocains résidant à l'étranger pour leurs sacrifices et résistance face aux provocations et manœuvres des ennemis de l'intégrité territoriale du Royaume, appelant à la bonne mise en œuvre des systèmes de privilèges et d'immunité diplomatiques tels que stipulés par la convention de Vienne, notamment en ce qui concerne la protection policière et judiciaire des missions diplomatiques et consulaires du Royaume à l'étranger contre les actes de sabotage et d'agression *

Pedro Sanchez, la déception

Click the image to enlarge it.

LARAZON

Internacional

Pedro Sánchez, la decepción

Los delitos de los que se acusa a Brahim Ghali y otros integrantes del grupo son genocidio, asesinato, lesiones, terrorismo, detención ilegal, tortura y desapariciones



▲ Brahim Ghali DPA VÍA EUROPA PRESS / DPA VÍA EUROPA PRESS

AHMED CHARAI

[WhatsApp](#) [Facebook](#) [Twitter](#) [Email](#)

Le quotidien espagnol La Razón a publié, mardi 27 avril, une analyse d'Ahmed Charaï sur l'immobilisme du chef du gouvernement espagnol qui nuit dangereusement aux relations maroco-espagnoles. L'analyste rappelle, au passage, certains crimes commis par le chef du polsario que le voisin ibérique accueille sur son sol et tente de le protéger. Extrait.

L'histoire de Brahim Ghali est controversée. Ce monsieur a certes le droit à des soins. Mais le fait que les autorités espagnoles acceptent un faux passeport, pour éviter que justice soit faite est une violation de l'Etat de droit. Depuis 2012, il y a eu des actions contre une vingtaine de membres du Front Polisario devant la Cour nationale espagnole. Les crimes dont

Dans son analyse, Ahmed Charaï détaille certains «péchés capitaux» du décevant Pedro Sanchez

Ghali et d'autres sont accusés sont « génocide, meurtre, blessures, terrorisme, détention illégale, torture et disparitions ». Il a été convoqué le 19 novembre 2016 mais ne s'était jamais présenté.

Ce sont des faits graves et c'est un problème qui ébranle la crédibilité du gouvernement. Mais il est surtout une atteinte à l'institution judiciaire espagnole et Sanchez devra en répondre devant ses concitoyens *

Appels au jugement de **Brahim Ghali** en Espagne pour viol et autres crimes

Des défenseurs des droits de l'Homme multiplient les appels pour que le chef du Polisario, se trouvant actuellement Espagne, soit interpellé et jugé dans ce pays pour les nombreux crimes qu'il avait commis.

Le chef du Polisario, Brahim Ghali, 73 ans, est hospitalisé dans un hôpital espagnol à Logroño, près de Saragosse, depuis mercredi 21 avril. Il est arrivé en Espagne sous un nom d'emprunt algérien, accompagné d'un staff médical algérien, à bord d'un avion médicalisé affrété par la présidence algérienne, selon Jeune Afrique.

L'Agence de presse du Polisario a confirmé l'hospitalisation de Brahim Ghali, sans en préciser le lieu, affirmant qu'il a été contaminé par la Covid-19. De leur côté, des sources du ministère espagnol des Affaires étrangères ont révélé, hier jeudi à l'AFP, que le chef du Polisario a été transféré en Espagne « pour des raisons strictement humanitaires afin de recevoir des soins médicaux », sans donner d'autres informations. La même information a été publiée par EFE.

Dès qu'ils ont appris cette nouvelle, des membres de l'Associations sahraouie de défense des droits de l'Homme (ASADEDH) et de nombreux internautes ont multipliés les tweets de protestation, rappelant que Brahim Ghali devrait répondre devant la justice espagnole de l'accusation de viol portée à son encontre par la jeune sahraouie Khadijatou Mahmoud.

Il a été aussi rappelé que le chef du Polisario est accusé d'autres crimes contre l'humanité. Certains publient même un mandat d'arrêt que la justice espagnole aurait émis à son encontre.

Contactée, Maria del Rosario Villa, avocate de l'ASADEDH, confirme que la justice espagnole est fortement sollicitée par les membres de cette association pour que Brahim Ghali soit arrêté au sein de l'hôpital où il est hospitalisé. La même source indique que les requêtes exprimées ne concernent pas seulement l'accusation de viol portée à l'encontre du chef du Polisario par la jeune plaignante, mais aussi d'autres plaintes déposées contre lui pour torture et autres crimes. L'avocate rappelle qu'en 2016, Brahim Ghali voulait venir à Barcelone, mais qu'il avait vite changé d'avis dès qu'il a appris qu'il allait être arrêté dès son arrivée sur le sol espagnol*



Barhoun Hamza
@HamzaBarhoun94

La jeune sahraouie Khadijatou Mahmoud issue des camps de Tindouf a dévoilé les détails de son viol en 2010 à Alger, par l'actuel chef du Polisario, Brahim Ghali.
#Spain_protect_criminal



11:20 PM · 22 avr. 2021

16 2 Partager ce Tweet



CORCAS
@CORCAS_AUTONOMY

#BrahimGhali admitted in a hospital in #Zaragoza #Espana under a FAKE name: Mohamed Ben Battouche bcoz of numerous legal proceedings for crimes against humanity. #Deutschland refused the algerian request.

jeuneafrique.com/1159486/politi...

#SaharaOccidental #WesternSahara #Madrid



[Exclusif] Algérie-Maroc : le président de la RASD Brahim Ghali hospitalisé ...
jeuneafrique.com

3:39 PM · 22 avr. 2021

3 1 Partager ce Tweet



◀ Cette affaire
embarrasse
le gouvernement
Sanchez

ATALAYAR

Le gouvernement espagnol n'a pas mesuré les conséquences de son attitude

Le gouvernement espagnol n'a pas bien mesuré l'ampleur des conséquences de sa décision d'accueillir le chef des séparatistes du Polisario, le dénommé Brahim Ghali, poursuivi en Espagne pour des crimes de génocide, meurtre, torture et disparitions forcées, souligne le magazine espagnol "Atalayar".

En accueillant le chef du Polisario pour qu'il reçoive un traitement médical spécialisé en Espagne, le gouvernement de Pedro Sanchez risque de porter préjudice à la coopération anti-terroriste entre l'Espagne et le Maroc ; ce qui aurait des conséquences dangereuses sur la sécurité et la stabilité du pays", écrit, mardi, le magazine spécialisé dans les affaires du Maghreb.

« L'Espagne ne peut se permettre de sacrifier les bonnes relations avec son voisin du Sud pour de petits calculs

L'Espagne ne peut se permettre de sacrifier les bonnes relations avec son voisin du Sud pour de petits calculs électoralistes ou politiques.

électoralistes ou politiques », note Pedro Canales, ancien correspondant de plu-

sieurs médias espagnols au Maghreb.

Dans les circonstances actuelles, la coordination de la lutte contre le terrorisme, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, revêt une "importance extrême" plus que la coopération économique, sociale, culturelle ou commerciale, fait observer "Atalayar".

« Le Maroc a fait preuve d'une grande capacité en matière d'information, d'enquête et d'opérations antiterroristes, saluée par des pays tels que les États-Unis, la France et l'Allemagne », conclut la publication espagnole. *

Le Syndicat national de la presse marocaine accuse

Pour le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM), l'affaire Brahim Ghali est révélatrice de la partialité dont font preuve des médias espagnols et français.



Le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) condamne à son tour l'hébergement par les autorités espagnoles du chef des séparatistes du «polisario», le dénommé Brahim Ghali. Dans ce cadre, le syndicat fait part de son étonnement quant au traitement des médias, tant espagnols que français, du «scandale de l'entrée dans le territoire espagnol d'un recherché par la justice espagnole

«Cette attitude est d'autant plus condamnable que ces mêmes médias n'ont pas cessé de donner des leçons en matière d'objectivité et de l'éthique journalistique», proteste le SNPM.

dans des affaires de viol et de torture», dénonce le syndicat dans un communiqué publié lundi.

Le SNPM a considéré que les médias des deux pays traitent cette affaire de manière sélective sur la base d'arrière-pensées politiques méprisables. «Cette attitude est d'autant plus condamnable que ces mêmes médias n'ont pas cessé de donner des leçons en matière d'objectivité et de l'éthique journalistique». Dans ce cadre, le syndicat affirme attendre des réponses convaincantes de la part de la chaîne France 24, de la part des journaux «Le Monde», «El Pais», «El Mundo» et les autres médias qui ne manquent aucune occasion pour attaquer le Maroc..., notamment en amplifiant des faits mineurs ordinaires ayant lieu dans nos provinces du Sud, en arguant le prétexte de la défense des droits de l'Homme», s'insurge le SNPM.

Le syndicat s'adresse également aux organisations de défense des droits de l'Homme, notamment «celles qui s'efforcent de suivre, dans le moindre détail, les développements politiques et des droits de l'Homme en lien avec le conflit artificiel dans le Sahara marocain. Ces organisations se trouvent également au cœur de cette conspiration du silence, donnant ainsi la preuve de leur partialité et leur partis pris», conclut le SNPM dans son communiqué *